

Steve Daviau

Avec une population de plus de sept millions d'habitants, le Laos est le pays qui présente la plus grande diversité ethnique de l'Asie du Sud-Est continentale. Officiellement, tous les groupes ethniques bénéficient de l'égalité de statut, et le concept de "peuple autochtone" n'est pas reconnu.

Il n'existe pas de législation spécifique concernant les peuples autochtones. L'accord officiel de l'Assemblée Nationale n°213 du 24 novembre 2008 ne reconnaît qu'une seule nationalité - tous les citoyens sont lao - mais considère également plus de cent sous-groupes ethniques parmi les 49 groupes officiels. Cet accord a aboli la précédente division qui comptait trois nationalités.

Le groupe ethnique lao, qui comprend environ le tiers de la population, domine économiquement et socialement le pays. Un autre tiers est composé de membres du groupe linguistique tai. Le tiers restant a pour langues principales celles du groupe Mon-Khmer, Sino-tibétain ou Hmong-lu Mien, il est composé de ceux qui sont considérés comme étant les peuples autochtones du Laos.

Les peuples autochtones sont sans équivoque les groupes les plus vulnérables du Laos, rassemblant 93% des personnes considérées comme pauvres. Ils font face à des pressions territoriales, économiques, culturelles et politiques, et sont entrain de connaître de nombreux bouleversements dans leur façon de vivre. Leurs terres et leurs moyens de subsistance sont de plus en plus touchés par les politiques de développement du gouvernement et par l'exploitation commerciale des ressources naturelles.

Le Laos a officiellement adopté la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples indigènes (UNDRIP).

Concessions foncières

Il existe actuellement plus de 2000 projets de concessions foncières (agricoles, minières, hydroélectriques) sur le territoire. Plus de 50% de ces terres concédées pour des projets d'investissements ont des effets préjudiciables sur le pays, selon l'Autorité Nationale d'Aménagement du Territoire¹. Ces effets concernent la perte de terres agricoles et de régions culturelles significatives, comme des forêts sacrées, ou des produits forestiers comestibles. Le gouvernement lao avait initialement prévu un objectif de 300000 hectares de concessions d'hévéa, mais celles-ci sont toujours en cours d'approbation. La situation est confuse au point de ne pas savoir quelle autorité à le pouvoir de les accorder. L'Inde est un des nouveaux acteurs, avec environ 10000 hectares d'hévéa, mais elle est encore loin des acteurs chinois et vietnamien².

Dans le sud du Laos, les peuples autochtones sont entrain de perdre leur terres ancestrales, pendant que dans le nord du pays, les compagnies chinoises travaillent en utilisant l'approche 2+3, c'est à dire un partage où les villageois conservent leur terre et fournissent le travail, alors que les investisseurs fournissent le capital, la technologie et le marketing. Le problème réside dans le besoin de main d'œuvre pour récolter la sève

d'hévéa. Pour la seule province de Louang Namtha, les besoins sont estimés entre 20000 et 40000 travailleurs, et pour celle d'Oudomxay, 48000 personnes seront nécessaires dans les trois prochaines années³. Dans les deux cas, des travailleurs migrants chinois sont susceptibles de venir combler ce manque. Une société vietnamienne de plantation d'hévéa a sommé le gouvernement lao de l'autoriser à faire venir plus de techniciens car le pays ne pouvait fournir les travailleurs ayant les compétences nécessaires⁴. Les autorités locales sont touchées par un défaut de contractualisation qui assurerait aux villageois un prix garanti pour le caoutchouc, par l'usage extensif d'herbicides sur les plantations d'hévéa, et par les fluctuations des cours du caoutchouc. De ce fait, le directeur du Département de l'Agriculture et de la Forêt de la province de Phongsaly veut limiter les plantations d'hévéa à un total de 18000 hectares (16000 ont déjà été plantés)⁵.

Le titrement des terres communautaires

Dans le district de Sangthong, province de Vientiane, quatre communautés ethniques mixtes (composées de populations autochtones et de lao) ont reçu un titre de propriété temporaire de trois mois pour leur « Forêts productives villageoises » (au total 2100 hectares) et attendent le titre définitif. Soutenues par des organisations de la société civile (CSO), le Gender Development Group et le Netherlands Development Organisation (SNV), les communautés de Ban So, Ban Wangma, Ban Napho et Ban Kouay ont pu pérenniser leurs droits grâce au titre de propriété communal sur les ressources en bambou, une première au Laos. Les bénéficiaires du titrement des terres communautaires sont notamment la protection de celles-ci contre leur location ou leur concession à des étrangers, la protection de la propriété villageoise contre de futures revendications provenant d'autres acteurs. Il fait office de base légale à une gestion participative et durable d'un ensemble de ressources naturelles, mais permettra aussi de prétendre aux potentiels bénéfiques issus de "crédits carbone"⁶. La question qui se pose cependant est la suivante: les communautés sont-elles capables de résister et de défendre leur terre?



REDD+ (renforcement des stocks de carbone forestier)

Le Laos fait partie des 40 pays impliqués dans le programme de la Banque Mondiale "Fonds de partenariat pour le carbone forestier", et est un des huit pays qui participe au Programme d'Investissement Forestier (FIP). Ce dernier a pour but d'augmenter les investissements REDD contre le réchauffement climatique, grâce aux initiatives d'acteurs comme les gouvernements, les entités privées, les citoyens et la société civile. 32 Millions de dollars de FIP ont été présentés à l'approbation de la Banque Mondiale par le gouvernement du Laos, ce dernier étant prêt à commencer la mise en œuvre de la structure REDD et de comités à l'échelle provinciale. Celle-ci inclut le Cadre Stratégique Environnemental et Social, qui comprend un volet sur l'impact social défini par des règles proposées par la Banque Mondiale. Les organisations de la société civile comme le Groupe de Développement des Genres, l'Association pour la Biodiversité Lao mais aussi des individus issus des groupes autochtones sont impliqués dans la mise en place de la structure et du comité qui contrôleront les subventions et les comptes et qui évalueront les projets.

Sur ces 32 millions de dollars, 9% sont alloués à une Subvention Spécifique aux Peuples Autochtones, destinée à ces populations et aux communautés locales. Comme le Laos ne reconnaît pas officiellement le concept de peuple autochtone, cette subvention sera disponible tant pour les peuples autochtones que pour les communautés locales, qui

incluent les communautés Lao-Tai. Cependant, l'initiative REDD n'a pas encore été mise en place car la définition de la propriété foncière reste floue. Avant que celle-ci ne puisse être appliquée, le problème de "celui à qui appartient la terre" doit être réglé. Ceci est à relier à la reconnaissance des droits fonciers, dont celui des terres communautaires.

Dans la province de Sayabouly, l'Agence Allemande de Coopération Internationale (GIZ) est une des premières à employer la démarche du "consentement libre, préalable et informé", comme stipulée dans la UNDRIP qui fait partie de l'initiative REDD. Bien que la UNDRIP ait été officiellement admis par le Ministère des Affaires Etrangères, il n'est pas une convention légalement obligatoire. Le GIZ et le Département de la Forêt se sont entendus verbalement sur le fait que si une communauté rejette le REDD, le projet respectera sa décision. Il existe également un projet REDD dans l'Aire Nationale de Conservation de la Biosphère de Xepian, porté par l'Association Mondiale pour les Peuples et l'Environnement (GAPE) et le WWF.

Relocalisation

En 2011, le gouvernement Lao continue officiellement à déplacer les cultivateurs sur brûlis d'origine autochtone. 159 familles, représentant 1014 personnes qui étaient auparavant agriculteurs sur brûlis dans la province de Huaphan, ont été envoyées dans une zone de relocalisation dans le district de Kasy de la province de Vientiane⁷. Les données sont indisponibles sur la situation qui prévaut sur ce site de relocalisation. Néanmoins, ayant pour but la diminution de la pauvreté, la stabilisation de l'agriculture sur brûlis et l'accès plus important aux services basiques et de santé, les déplacements ont souvent pour conséquences des problèmes sociaux, une décapitalisation, la marginalisation et ils exacerbent les pressions sur les ressources naturelles.

Hydroélectricité

Avec un potentiel hydroélectrique de 18000 mégawatts, le Laos prévoit de devenir la "batterie de l'Asie du Sud-Est", et de nombreux projets sont sur la table en 2011, notamment Xekaman 1 dans la Province d'Attapeu, Sekong 4 et Houaylampang dans la Province de Sekong. Sinohydro Group Ltd., le plus grand constructeur chinois de barrages, a signé un accord de deux milliards de dollars avec le Laos, qui prévoit la construction de sept barrages le long des 475 km de la rivière Nam Ou, un affluent du Mékong⁸. Le Laos fait partie des dix premières nouvelles destinations des investissements chinois à l'étranger, grâce à la signature de contrats pour des projets atteignant 55,98 milliards de dollars entre janvier et mai 2011⁹. Le gouvernement du Laos semble campé sur ses positions, continuant unilatéralement le barrage controversé de Sayabouri, en violation des lois internationales et de ses engagements pris lors de l'Accord Mékong de 1995¹⁰, et en dépit du fait que le gouvernement ait officiellement gelé le projet pour mener des études d'impact environnementales¹¹. D'après International River, une organisation environnementale basée aux Etats-Unis, 22580 personnes de plus de 100 pays différents ont signé une pétition demandant l'annulation du projet, du fait des graves problèmes qu'il pourrait engendrer pour l'avenir du bassin du bas-Mékong¹². Des personnalités officielles vietnamiennes ont également désapprouvé ce barrage, qui compromettrait les apports d'eau et menacerait les activités de pêche en aval du fleuve¹³.

Mines

152 compagnies minières locales et internationales opèrent au Laos, dont 70 appartiennent à des locaux, les autres étant des entreprises internationales¹⁴. Ord River Ressources (ORD) cible un gisement de bauxite, important et de bonne qualité, sur le plateau des Bolaven dans le sud du Laos, sur une surface totale de 487km²¹⁵. Ce projet impliquerait la destruction des parcelles agricoles montagnardes des populations autochtones, des plantations de café et aurait de nombreux impacts environnementaux car il comprend le raffinage de la bauxite qui générerait des rejets toxiques.

Lao Sanxai Minerals Co. Ltd, conjointement possédée par Rio Tinto (70%) et Mitsui (30%), a obtenu les droits exclusifs de prospection et exploration de la bauxite et d'autres minerais sur une zone de 484 km² qui appartient aux communautés Mon-Khmer. Ces dernières géraient de manière durable leurs ressources forestières en fonction de droits coutumiers depuis des siècles dans le district de Sanxai de la province d'Attapeu, et dans celui de Dakcheung de la province de Sékong.

Société civile

Deux nouveaux décrets ont été promulgués en 2011: le décret sur les coopératives et le décret sur les fondations. Le premier autorise les agriculteurs à se regrouper en coopératives afin d'augmenter leurs capacités à négocier les prix. Les enregistrements d'associations continuent mais, dans tous les cas, les Associations à but non-lucratif (Non -profit associations-NPA's) et les organisations de la société civile qui sont entrain d'émerger restent sous le strict contrôle de l'État. Le gouvernement Lao décide du nombre de personnes qui compose leur comité directeur; de qui peut en être membre, etc. De ce fait, il n'existe pas une véritable société civile mais une situation hybride au sein d'un Laos socialiste. L'Association des Communautés pour la Mobilisation du Savoir pour le Développement (CAMKID) reste l'une des seule véritable organisation autochtone, alors que les autres NPA ont gardé leur nom d'origine mais sont désormais dirigées par des individus d'ethnie lao basés à Vientiane et ont rompu leur liens d'origine avec les peuples autochtones. Cependant, certaines NPA arrivent à être enregistrées à l'échelon provincial. Certains donateurs réussissent à ne pas passer par ces associations reconnues par l'État et interviennent directement dans les communautés autochtones sur le terrain.

Un accès refusé aux Hmong rapatriés

L'organisation internationale des migrations a collaboré avec le Ministère des Affaires Étrangères en 2011 pour donner assistance aux 4500 Hmongs qui ont été rapatriés de force de Thaïlande vers la zone de Phabeuak dans la province de Bolikhamxay. Cependant, le Laos refuse aux observateurs indépendants un accès libre aux sites où les Hmongs ont été relocalisés, à Phonkham dans la province de Bolikhamxay et à Phalak et Nongsan dans la province de Vientiane. Ceci ne permet pas une évaluation réelle de la situation¹⁶. Le rapatriement des réfugiés Hmongs continue, et il est même arrivé que les autorités thaïes aient livré un réfugié enregistré comme tel et sa famille à des officiels lao. Selon Human Right Watch, Ka Yang a été reconnu et enregistré comme réfugié par le

Haut Commissariat des Nations Unies pour le Réfugiés (UNHCR) à Bangkok, mais pour la seconde fois il a été renvoyé par la force au Laos¹⁷.

Steve Daviau est doctorant en anthropologie à l'Université de Laval, Québec, Canada. Il vit au Laos depuis 14 ans et parle couramment la langue lao. Il a publié dans plusieurs journaux, co-dirigé un numéro spécial intitulé « Fieldwork dilemmas, dramas and revelations among ethnic minority upland populations in Socialist China, Vietnam and Laos » dans la revue Asia Pacific Viewpoint (2010), et écrit plusieurs rapports au Laos pour diverses organisations multilatérales, bilatérales et non gouvernementales.

*Source : IWGIA, Indigenous World 2012.
Traduction de l'anglais par Marianne Blache
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie*

Notes et références

¹ "Land concessions come under scrutiny", *Vientiane Times*, 22 April 2011.

² "Apollo signs lease on Laos rubber plantation", *Tyre Press* August 11, 2011 <http://www.tyrepress.com/News/51/India/23129.html>

³ "Oudomxay facing shortage of rubber tappers", *Vientiane Times*, September 12, 2011.

⁴ "Vietnamese rubber growers want more foreign workers", *Vientiane Times*, September 15, 2011.

⁵ "Phongsaly aims to limit rubber plantations", *Vientiane Times*, 8 July 2011.

⁶ Martin Greijmans, communication officieuse, "Temporary Communal Land Titles Awarded in Sangthong District", 25/08/2011. LaoFAB.

⁷ "Development on track in resettlement village", *Vientiane Times*, 4 February 2011.

⁸ "Sinohydro Plans \$2.7 Billion IPO, China's Biggest in 11 Months", *Bloomberg*, Jul 26, 2011.

⁹ "Laos in top ten Chinese new investment destinations", *Vientiane Times*, 18 August 2011.

¹⁰ "Laos: Illegal Construction on the Xayaburi Dam Forges Ahead", <http://indigenoupeoplesissues.com>, August 4 - 10, 2011.

¹¹ "Xayaburi put on hold", *Bangkok Post*, 11/05/2011.

¹² "International Petition Calls for Thailand, Laos to Cancel Xayaburi Dam", *VOA*, 01/12/2011.

¹³ "Vietnamese Opposition Could Sway Lao Hydropower Plans", *VoA*, March 17, 2011.

¹⁴ "Lao mining industry booms as global economy recovers", *Vientiane Times*, 29 April 2011.

¹⁵ "Ord River Resources buoyed by developments at Lao Bauxite tenements, in March quarter", *Proactive investors*, Australia, Thursday, April 28, 2011.

¹⁶ **Amnesty International, 2011:** *Amnesty International Annual Report 2011 - Laos*, 13 May 2011, Disponible sur : <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4dce155c2.html> [accessed 3 January 2012].

¹⁷ **Thin Lei Win, 2011:** "Thai authorities forcibly return recognized refugee to Laos -HRW", *Alertnet*, 22 Dec 2011.